

Simon Martin Nous ne réussirons pas la transition écologique avec les logiques du siècle dernier

Face au défi de la décarbonation, l'ingénieur Simon Martin rappelle que les classes moyennes et populaires sont les premières concernées. Il invite à une refonte des finances publiques dans une vision de long terme pour faire face à ce défi

Malgré un effort sans précédent, depuis 2017, pour rendre opérationnelle la transition écologique, nous ne sommes pas encore sur la bonne trajectoire climatique. Les scénarios ne bouclent pas en conservant les logiques actuelles, si bien que de plus en plus d'experts doutent de l'atteinte des objectifs de 2030 sans une profonde rupture de méthode.

Pourtant, l'enjeu est immense. En moins de trente ans, nous devons décarboner de fond en comble un système totalement dépendant du pétrole et des énergies fossiles. En une génération, il faudra donc revoir l'ensemble des activités économiques et de nos interactions sociales, non seulement à l'aune des limites planétaires, mais également au regard de leur capacité à s'adapter à des conditions climatiques auxquelles elles n'ont encore jamais été confrontées depuis l'émergence de celles-ci.

Pour ne pas se voir dépassée par les événements, la puissance publique doit se réinventer. Et au moment où les débats budgétaires se préparent, s'il y a un domaine où presque tout reste à faire, c'est bien celui des finances publiques.

Le premier constat est simple : la transition ne se réalisera pas toute seule si

nous n'y mettons pas collectivement les moyens – et au bon niveau. Le rapport Pisany-Ferry-Mahfouz chiffre les besoins nets à 66 milliards d'euros par an d'ici à 2030, pour moitié portés par la puissance publique. Néanmoins, ce sont au total plus de 100 milliards d'euros qui vont devoir être fléchés sur les seuls investissements verts.

Et si l'argent magique n'existe pas, limitée au climat, sur un périmètre incomplet, et dans un monde parfait. Vont s'y ajouter notamment le coût des crises et des catastrophes climatiques, celui des capitaux échoués, des licenciements et des reconversions, des investissements inefficaces ou inadaptés, sans compter les tensions sur les matières premières provoquées par ce grand verdissement.

Ensuite, la question est de savoir qui supportera le poids de cet effort, qu'il soit financier ou comportemental. Or, l'argent magique n'existe pas, mais la décarbonation magique non plus : ce que la puissance publique ne financera pas, d'autres le subiront – avec en principaux perdants les classes moyennes et populaires. Il y a là un réel danger pour les finances publiques : s'il n'y a pas une perception d'équité et de justice dans l'effort, le consentement à l'action,

mais aussi à l'impôt, pourrait s'en trouver rapidement menacé.

Au-delà du financement, c'est le fonctionnement même des finances publiques qui doit être réinterrogé. A trop réfléchir à court terme, l'optimisation budgétaire devient le principal ennemi des finances publiques.

N'aurait-on pas dû investir plusieurs dizaines de milliards d'euros pour la rénovation et la chaleur décarbonée, plutôt que pour compenser à perte des hausses de prix ? Investir dans les énergies renouvelables, plutôt que devoir s'acquitter d'une amende de 500 millions d'euros pour non-atteinte de nos objectifs européens, tout en payant le prix du manque d'électricité cet hiver ? Combien coûteront les coupures d'électricité d'ici à 2035, sans investissement massif et immédiat dans l'éolien et le solaire ? Les exemples ne manquent pas, et vont se multiplier, en même temps que les crises à venir.

Branche verte de la «Sécu»

Aussi, si certains projets indispensables pour nos objectifs et besoins à plus long terme, notamment sur les transports, l'énergie ou l'eau, ne sont pas lancés dès aujourd'hui, quelle débauche de moyens sera nécessaire demain pour tenter de rattraper le temps perdu et parler à l'urgence ?

Quoi qu'il arrive, l'équilibre des budgets publics sera bouleversé, en même temps que le système sur lequel ils se fondent. La seule baisse de la consommation de produits fossiles, même contrebalancée par le report de la consommation sur l'électricité et par une sup-



L'ARGENT MAGIQUE N'EXISTE PAS, MAIS LA DÉCARBONATION MAGIQUE NON PLUS : CE QUE LA PUISSANCE PUBLIQUE NE FINANCERA PAS, D'AUTRES LE SUBIRONT

pression des exonérations sur les carburants, diminuerait les recettes des taxes sur l'énergie de l'ordre de 9 milliards d'euros par an en 2030. De quoi relativiser certaines des économies espérées à court terme avec la revue des dépenses publiques.

Il est donc évident que nous ne réussirons pas la transition écologique avec les logiques du siècle dernier : elles ne sont manifestement pas prévues pour y faire face. Il est désormais indispensable de réintroduire du temps long et une culture du risque dans les finances publiques.

Nous ne pouvons plus faire l'économie d'une planification transversale des investissements pour la transition écologique, à la hauteur de nos ambitions environnementales, tout en anticipant les risques et en chiffrant le coût de l'inaction. Sans cela, toute future trajectoire

budgétaire et environnementale risque de devenir insincère. Enfin, il est primordial de réinventer les politiques publiques et d'innover sur leur financement, alors que nous entrons dans ce nouveau régime climatique.

Pour protéger efficacement face aux conséquences systémiques de la transition écologique, il faut réfléchir à de nouvelles solutions innovantes, comme créer une nouvelle branche verte de la Sécurité sociale, apportant aux Français un soutien personnalisé et bien mieux ciblé pour les investissements verts ou leur reconversion professionnelle, voire face aux catastrophes climatiques et aux crises.

Nous pourrions imaginer une nouvelle forme de fiscalité, variable, et dont le niveau dépendrait de l'atteinte d'objectifs environnementaux fixés pour certaines activités. Ou encore recourir à un bonus-malus sur certains produits finaux, ciblant ceux qui ne respecteraient pas un cahier des charges environnemental pré-déterminé. La France étant championne pour imaginer de nouvelles taxes, autant le faire avec intelligence. ■

Simon Martin est ingénieur, expert en politiques publiques environnementales, et ancien conseiller automobile, nouvelles mobilités, planification énergétique et suivi des réformes de Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué chargé des transports (septembre 2021-mai 2022)

Laurent Testot et Nathanaël Wallenhorst L'anthropocène est un outil conceptuel pertinent à politiser d'urgence

Le journaliste scientifique et l'universitaire expliquent en quoi le choix de dater l'entrée dans l'anthropocène en 1950, avec comme référence géologique le lac de Crawford, au Canada, constitue un acte essentiel

À l'issue de cet été, marqué par des records absolus et terrifiants de chaleur, rythmé par des mégafeux en Grèce, à Hawaï ou au Canada, il faut impérativement prendre acte de la nouvelle époque géologique dans laquelle nous sommes entrés. L'idée d'anthropocène est de qualifier ce nouveau présent comme étant géologiquement déterminé par les humains : nos activités polluantes, réchauffent la planète, détruisent le vivant, altèrent les océans comme l'atmosphère, mettent en péril les cycles vitaux de l'eau, de l'azote, du phosphore... L'anthropocène permet de disséquer scientifiquement cet ensemble d'effets anthropiques et leurs multiples rétroactions, qui réduisent d'ores et déjà l'habitabilité de la Terre.

Des voix s'élèvent pour contester la notion d'anthropocène. Car elle aurait pour effet de pointer indistinctement la responsabilité de l'ensemble des humains dans l'avènement de cette nouvelle époque géologique, masquant la responsabilité du capitalisme et de ses acteurs. Cette controverse, si elle a été salutaire il y a dix ans, est aujourd'hui tout à la fois scientifiquement fautive, intellectuellement erronée et politiquement inefficace.

Il est grand temps de la dépasser, compte tenu des avancées tant dans le champ des sciences sociales que dans celui des sciences du système Terre, ou dans celui de la géologie. La proposition du groupe de travail sur l'anthropocène (AWG, pour *Anthropocene Working Group*), en date du 11 juillet, est de faire du lac de Crawford, au Canada, le lieu de référence géologique, ou « clou d'or », de l'anthropocène. Elle s'inscrit pleinement dans les dynamiques contemporaines entre sciences exactes et sciences sociales, qui s'emparent de la no-



L'ANTHROPOCÈNE MONTRE BEL ET BIEN DU DOIGT LES CAUSES PROFONDES ET ENCHEVÊTRÉES DE LA MISE EN PÉRIL DE L'HABITABILITÉ DE LA TERRE

tion d'anthropocène pour tisser un dialogue inédit et salvateur.

Des propositions notionnelles autres que l'anthropocène, le capitalocène, tel que défini par le penseur suédois Andreas Malm, est celle qui a été la plus investie. Fondamentalement, il pointe du doigt la responsabilité de l'avènement de l'anthropocène, qui ne serait pas à chercher du côté d'un *anthropos* indifférencié, mais du capital. L'idée est séduisante : le capitalocène propose de politiser l'anthropocène. Mais ne masque-t-il pas le vrai *anthropos*, non les quelques-uns qui seraient responsables de cette nouvelle époque géologique, mais bel et bien tous ceux qui en sont les victimes – tous les humains de la Terre, à commencer par les plus vulnérables ?

Saut conceptuel

Les fonds du lac canadien ont ceci d'intéressant qu'ils matérialisent des traces sédimentaires de nombreux autres «-cènes», proposés par les sciences humaines et sociales. Les sédiments lacustres sont altérés au XIII^e siècle, avec l'adoption de pratiques agricoles par les populations amérindiennes. Puis dans les années 1870, quand les Crawford, une famille d'immigrants anglais installe une scierie et déboise. Un saut

conceptuel prend place dans les années 1950, quand des matériaux radioactifs, des fibres de plastique et des quantités élevées de métaux lourds et de cendres issues de la combustion de charbon par des centrales thermiques deviennent visibles.

Il est possible de faire de ces couches géologiques le support de nombreux récits anthropocéniques, que nous proposons de cartographier en huit grands ensembles, du capitalocène au pathocène. Car l'anthropocène, tel que les géologues de l'AWG le conceptualisent actuellement, avec la proposition de ce « clou d'or », pointe bel et bien les causes profondes et enchevêtrées de la mise en péril de l'habitabilité humaine de la Terre : le capitalisme rentier et spéculatif ; l'esclavage et le monde postcolonial ; les modes de production énergétique thermo-industriels ; la surconsommation et les pollutions chimiques ; le poids des lobbys dans la production de l'ignorance ; les conséquences des guerres et de la capacité à donner la mort de façon massive ; l'altération progressive de la santé ; la numérisation croissante de nos activités.

Les « grands-cènes alternatifs », inspirés des débats en sciences humaines et sociales, apparais-

sent alors comme restituant autant de facettes de l'anthropocène. Resitué dans la totalité de ses actions sur le système Terre, *anthropos* a bien ici un rapport téléologique à l'anthropocène. Défions-nous des promesses de décarbonation, qui, comme le développement durable en son temps, ne mènent le plus souvent qu'à différer les actions nécessaires. Pour réfléchir aux meilleurs moyens de ne pas compromettre la durabilité de la vie humaine en société, la notion d'anthropocène s'impose comme un média privilégié, à politiser d'urgence pour mieux appréhender ce qui nous arrive, et agir.

Brusque et irréversible

En reliant les connaissances biogéophysiques et sociopolitiques relatives aux articulations entre le climat, la biosphère et nos sociétés, l'anthropocène est le seul outil conceptuel dont nous disposons qui soit tout à la fois holistique et scientifiquement fondé.

Les théoriciens de l'anthropocène ont souligné à l'envi le risque que notre Terre franchisse des seuils de façon brusque et irréversible. Ils montrent que les trajectoires de nos sociétés ne peuvent pas faire l'économie de

la rupture. Concept systémique, l'anthropocène permet de comprendre à quel point les politiques de transition actuelles sont illusoirement et sans incidence sur l'emballage bioclimatique. En fournissant un cadre interprétatif et opératoire puissant, pour interpeller et réorienter radicalement les politiques publiques, l'anthropocène et ses multiples déclinaisons conceptuelles permettront d'accompagner une politisation des questions écologiques à la hauteur de leurs enjeux, de nourrir les nécessaires combats pour la justice, mais surtout de penser et de déployer les politiques de la décroissance, seules à même de contenir l'emballage bioclimatique mortifère et de garantir l'habitabilité de la Terre au XXI^e siècle. ■

Laurent Testot est journaliste scientifique ; Nathanaël Wallenhorst est professeur en sciences de l'éducation à l'Université catholique de l'Ouest. Ils viennent de publier « Vortex. Faire face à l'Anthropocène » (Payot, 416 pages, 22 euros)